

**Proposition d'amendement à l'Article III. 125 (ancien 175) para 2**

**Déposée par Monsieur Olivier Duhamel, Pervenche Berès, Linda McAvan, Anne van Lancker, Helle Thorning-Schmidt, Luis Marinho, Elena Paciotti, Carlos Carnero, Maria Berger et Jacques Floch, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini,**

---

**Modifier comme suit :**

**Article 125 (ex-article 175) para 2**

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'ex-article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'ex-article 95], le Conseil, adopte ***à l'unanimité conjointement avec le Parlement européen*** des lois ou des lois-cadre européennes établissant:

- a) des mesures essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
  - i) l'aménagement du territoire;
  - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
  - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

***~~Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.~~***

**~~Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~**

3. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
  - b) un soutien financier du Fonds de cohésion.
-